

Depuis plus de 30 ans, la politique de l'immigration en France et en Europe connaît des conséquences dramatiques, au quotidien, sur nos campus et nos quartiers : Mort d'environ 3500 personnes par an à qui l'on impose la clandestinité en Méditerranée et sur les routes de migration.

Non reconnaissance des droits les plus élémentaires et les plus inaliénables pour une grande partie de la population de notre cité ; non respect de leur dignité.

Jugement arbitraire systématique du sérieux des études, des états de santé, des projets professionnels, des relations familiales...

Multiplication des postes salariés très précaires, sans droit de contestation, qui poussent l'ensemble des conditions de travail et des rémunérations vers le bas.

Expérimentation des nouvelles formes de contrôle et de répression.

Harcèlement administratif qui conduit les individus dans d'interminables démarches sans espoir, notamment face à la préfecture. Ce harcèlement, et l'angoisse qu'il provoque, ne s'arrête vraiment jamais, il recommence à chaque démarche de renouvellement de titre de séjour. Terreur permanente face à la menace de l'arrestation, de l'impunité et de la violence policières.

Dans ce contexte, nous considérons que nos compagnons sans-papiers ne sont pas dans un statut marginal, mais bel et bien au coeur de notre système de société, caractérisé par la domination, le contrôle et l'exploitation. Ils constituent le bouc-émissaire de toutes les irresponsabilités politiques et sociales.

Or l'échange est vecteur d'épanouissement individuel et collectif. La libre circulation est essentielle et indispensable à notre épanouissement et à notre bien-être collectif.

Nous sommes convaincus que, dans une perspective responsable, l'éventuelle sortie de cette crise tragique de société passera par l'accompagnement solidaire de chaque personne en demande, la sensibilisation de l'ensemble de la société, la fermeture et la destruction des Centres de Rétention, l'ouverture sans conditions des Frontières.

La tâche est immense, elle commence déjà sur le campus, à Grenoble, où des camarades vivent une angoisse et une galère sans fin, trop souvent isolé-e-s.

Pour cela nous avons besoin de nouveaux engagements, de nouvelles participations. Pour cela nous vous appelons à nous rejoindre au réseau RUSF.



Etranger-e en galère
38rusf@gmail.com

Le RUSF sert également de relais aux luttes « sans-frontières ». 68 sans-papiers retenu-e-s au centre de rétention administratif de St Exupéry sont en grève de la faim depuis le 15 octobre.

Voici leur appel

À l'attention de M. Le Directeur du Centre de Rétention

Lyon, le 15 octobre 2009

Monsieur,

On vous informe qu'à partir de ce Jour on a entamé une Grève de la Faim, pour les raisons suivantes :

1 - Le Gouvernement empêche la CIMADE de faire son devoir selon la loi.

2 - On conteste les décisions des juges qui sont basées seulement sur une politique du chiffre, de 28.000 expulsés par année.

3 - On conteste les prolongations automatiques sans examiner du tout nos situations administratives.

4 - On conteste les fausses informations de reconduites aux frontières. Nous ne sommes pas du tout informés de notre départ en direction de nos pays.

5 - Certaines personnes sont renvoyées dans des pays qui ne sont même pas les leurs, tandis que d'autres sont renvoyées dans leurs pays sans l'autorisation du consulat des pays concernés.

ON EXIGE NOTRE LIBÉRATION, ICI, MAINTENANT, TOUT DE SUITE.

6 - On demande l'intervention d'une organisation neutre, pour revendiquer nos droits selon la justice, la liberté, l'égalité et la fraternité. La plupart des cas : nous sommes jugés sur la forme et non pas sur le fond.

7 - On demande à la préfecture de réexaminer nos situations cas par cas.

8 - Certains détenus ont été frappés par la PAF d'autant plus qu'il y avait des mineurs, et nous

trouvons cela inhumain, humiliant, il y a de quoi se révolter face à ces actes semblables.

9 - Nous nous plaignons des soins, des médecins. Nous sommes dans un pays laïc, tandis que nos repas ne sont pas cachères, le racisme règne aux centres de Rétention. La laïcité n'est pas respectée.

10 - Il faut procéder par une méthode de réadmission des retenus et prendre en considération leurs attachements familiaux.

Signé par 68 retenus du Centre de Rétention Administratif de Saint-Exupéry.



Le RUSF s'inscrit dans la multitude de collectifs qui luttent pour un changement radical des politiques d'immigration, pour la régularisation de tous les sans-papiers, et à terme, pour l'ouverture des frontières. Simple collectif et non pas association, notre fonctionnement est libre, autonome, et ouvert à toutes les initiatives et opinions antifascistes.

Nous appelons donc toutes celles et ceux qui souhaitent s'informer, obtenir ou apporter un soutien, à prendre contact.

Caro : 0631392035
38rusf@gmail.com